

DOS S IER

Prendre sa place

Liliane Rajaonina

Le contexte d'incertitude économique, dans lequel les coupures budgétaires deviennent la norme et les acquis sociaux sont menacés, voire remis en cause, apparaît comme un moment privilégié pour interroger la vitalité associative des groupes populaires. Face à cette vague de compressions, il est plus que jamais nécessaire d'évaluer nos forces.

Le concept de vie associative peut varier en raison de la grande diversité des groupes en termes de taille et de champ d'intervention. Pour les uns, la vie associative repose d'abord sur la solidarité entre les groupes en vue d'une action commune, tandis que d'autres mettent l'accent sur le fonctionnement interne.

Qu'est-ce que la vie associative pour le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ)? Quelles sont ses différents aspects à promouvoir pour ses groupes membres et entre eux? Quelle importance lui accorde-t-on?

En rupture avec l'école

Les groupes d'alphabétisation qui ont créé le RGPAQ en 1981 ont voulu se démarquer de l'approche scolarisante en partant des besoins et aspirations des adultes en démarche d'alphabétisation. La finalité n'était plus seulement le savoir lire et écrire. La démarche, expérimentée au fil des années, a été adoptée dans la déclaration de principes du Regroupement :

«L'alphabétisation populaire favorise une prise de conscience et une connaissance critique du vécu des participantes et participants des groupes ainsi que des différentes réalités de la société. Elle favorise chez les participants et participantes, animateurs et animatrices, le développement d'une conscience sociale et politique en développant des capacités d'analyse critique, de choix d'action et d'évaluation.»

La vie associative, c'est tout ce qui se construit autour de la place des participantes et participants et des animatrices et animateurs dans le groupe. C'est la vie démocratique dans son sens le plus direct : le droit à la parole, la participation aux décisions dans les ateliers, mais aussi dans le groupe et au Regroupement.

Des aspects multiples à différents niveaux

Le premier espace de la vie associative est l'atelier, où s'effectue l'apprentissage de la démocratie. Le défi est de taille, dans la mesure où les personnes analphabètes ont toujours été en marge de la société, privées d'in-

formation, exclues des lieux de décision. Ce qu'il faut vaincre, c'est d'abord la gêne, la peur de s'exprimer «pour ne pas faire rire de nous autres».

Cela implique une relation pédagogique qui ne soit plus axée sur des rapports maître/élèves, ni sur la compétition entre les participantes et participants. Dans cette nouvelle relation, les animatrices et animateurs valorisent la collaboration, l'entraide ainsi que des rapports égaux entre toutes les personnes du groupe, animatrices et animateurs compris.



Cela veut dire créer un espace où les participantes et participants peuvent s'exprimer, à partir de leur vécu, de ce qu'ils savent, de ce qu'ils sont, dans leurs propres mots. C'est stimuler le dialogue entre les participantes et participants pour que les problèmes exprimés soient reconnus comme les

manifestations individuelles d'une même réalité. C'est profiter de cette prise de conscience pour provoquer d'autres questionnements, et relier les problèmes exprimés aux contradictions du système dans lequel on vit. C'est analyser ensemble les réalités vécues, reconnaître les possibilités de changement et élaborer des stratégies d'action communes.

La prise de parole, les pratiques d'analyse, de réflexion et de prise de décision acquises en atelier serviront à enclencher le processus destiné à faire de la personne participante un membre à part entière du groupe : décider des contenus et modalités de fonctionnement des ateliers, participer aux différentes instances de prise de décisions, prendre l'initiative d'activités qui concrétisent les décisions communes.

Pour élargir le cadre de ce pouvoir nouvellement acquis, une place est réservée aux participantes et participants au Regroupement, pour leur permettre de s'impliquer dans les comités des participantes et participants et d'agir comme porte-parole de leur groupe ou du RGPAQ à l'occasion de différentes manifestations publiques.

Au niveau du Regroupement, c'est également l'implication des groupes membres qui concrétise la vie associative. Ils peuvent participer à la définition des stratégies de lutte et des besoins en formation dans le cadre de différents comités. Les sessions de formation sont des occasions d'échanges d'expé-

riences et d'informations, tout comme la collaboration à la réalisation de revues, de manuels pédagogiques et de bulletins de liaison.

La vie associative, c'est enfin les liens privilégiés que le RGPAQ entretient avec ses alliés de l'éducation populaire pour mener des réflexions sur le mouvement, mieux faire connaître l'alphabétisation et l'éducation populaire, défendre les droits des personnes analphabètes et les droits sociaux de la population.

«L'alphabétisation populaire implique l'établissement dans nos milieux des alliances les plus importantes pour répondre aux besoins des personnes analphabètes afin que ces besoins soient intégrés dans un discours plus large sur les personnes défavorisées socialement¹.»

C'est l'ensemble des lieux de dialogue, de réflexion et de convivialité où les différents acteurs, ayant défini leur place au sein du groupe, du RGPAQ et parmi leurs alliés, analysent la situation, élaborent des stratégies d'action, évaluent les réalisations et fêtent leurs «bons coups».

Une culture démocratique

La vie associative constitue ainsi la pierre angulaire du Regroupement : elle définit l'alphabétisation populaire et structure le fonctionnement de ses groupes membres et leurs relations. Depuis le Congrès d'orientation en 1992, c'est l'un des critères d'adhésion au Regroupement.

Dans une société où le sens de la démocratie s'effrite et se réduit pour le plus grand nombre à s'exprimer périodiquement par un bulletin de vote, il est important de préserver et de consolider ces espaces d'apprentissage et d'exercice de la démocratie directe.

Le mécontentement collectif né de toutes sortes d'injustices, la désaffection vis-à-vis de la chose publique et la méfiance croissante à l'endroit de la classe politique témoignent de la nécessité de lieux de contre-pouvoir, en marge des pratiques établies et des approches normatives et intégratrices.

La démocratie n'est pas acquise une fois pour toutes, même dans les sociétés qui s'en réclament. Dans le contexte de mondialisation de l'économie, alors que les gouvernements nationaux sont de plus en plus réduits à gérer les problèmes sociaux, la vie associative est un espace de créativité d'où émergent de nouvelles formes d'organisation, où se redéfinit la citoyenneté, où s'élaborent des alternatives, à partir du constat de l'inefficacité des structures de représentation traditionnelles. Dans cette optique, donner le pouvoir de s'exprimer et de décider aux personnes qui n'ont pas acquis le savoir académique socialement valorisé, c'est justement aller à contre-courant des idées reçues et s'ouvrir à d'autres «possibles».

Les exemples sont nombreux qui témoignent de cette vitalité associative, dont le plus significatif est l'implication

croissante des participantes et participants. Il y a aussi tous les événements qui contribuent à la visibilité des groupes membres et du RGPAQ : les prises de position, les manifestations, les fêtes de solidarité, les différentes productions.

Entre ces principes et ces réalisations, il y a la réalité de tous les jours. Elle fait l'objet des différents articles du Dossier :

Comment est-ce que tout cela se vit et se pratique au quotidien, dans les «coulisses»? Pour cela, il faut laisser la parole aux principaux acteurs de l'alphabétisation populaire : les participantes et participants, les animatrices et animateurs et les groupes. Ils nous parlent de l'impact des apprentissages sur leur vie, du fonctionnement des ateliers, des moyens et stratégies qu'ils ont mis en oeuvre.

Au-delà de l'analyse des pratiques quotidiennes, il est aussi nécessaire de s'interroger sur les tendances : comment a évolué la vie associative au sein du Regroupement au cours de ses 15 ans d'existence?

Enfin, pour clore ce Dossier, il nous a semblé intéressant de recueillir le témoignage du Regroupement des maisons de jeunes du Québec : comment les jeunes aussi, avec leurs problèmes spécifiques, apprennent à devenir des citoyens et citoyennes responsables.

1. Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec. Déclaration de principes, 1993, 5 pages.



*Fréquenter un groupe
d'alphabétisation populaire,
ça change pas l'monde
sauf que...*

Françoise Lefebvre,
collaboratrice

Certaines personnes trouvent qu'Henriette n'est plus tout à fait la même depuis quelque temps. Elle qui autrefois était plutôt timide, effacée même, se montre plus souriante, plus ouverte. Son marchand a remarqué qu'elle posait davantage de questions sur les produits qu'elle achète. Elle a même invité, la semaine dernière, sa voisine à venir prendre un café chez elle. Ses enfants ne savent pas trop quoi penser de tous ces petits changements. Alors qu'auparavant, ils pouvaient venir «à la maison» quand bon leur semblait, aujourd'hui, ils doivent prévenir à l'avance... Il est même arrivé que leur mère ne soit pas disponible! Maintenant, elle est très occupée, elle participe à toutes sortes d'activités. Si certains trouvent que la nouvelle Henriette est plus avenante, d'autres par contre se sentent très déroutés et ne savent trop quoi penser...

Gilles est ouvrier depuis plusieurs années à la même place. Ses compagnons de travail le trouvent bien accommodant. Il a un très fort esprit d'équipe, toujours prêt à rendre service.

Henriette, Gilles, Stéphanie et les autres nous parlent de ce qui a changé *dans* leur vie : savoir mieux lire et écrire certes, mais surtout voir et vivre le monde autrement



Pourtant, depuis quelques semaines déjà, Gilles ne leur semble plus aussi «coopératif» qu'avant. À une réunion syndicale, il a même pris la parole, devant les «grands boss». Gilles a voulu vérifier par lui-même une information qui ne lui semblait pas sûre. De plus, sa question était très claire et semble avoir un peu embêté ceux à qui elle était posée... Depuis cette réunion d'ailleurs, les compagnons de travail de Gilles pensent à lui demander de devenir membre du comité de la santé et sécurité au travail. Aujourd'hui, on découvre qu'il est non seulement «un maudit bon gars» mais également quelqu'un qui sait poser les bonnes questions et qu'il se soucie de la protection des travailleurs. On pense, à cause de ses années d'expérience, qu'il pourrait être très crédible auprès des autres travailleurs et des patrons de la compagnie.

Stéphanie est de moins en moins souvent dans les «vapes». Ses anciens chums la trouvent un peu «plate». Son chum, lui, est très content : elle semble plus attentive, accepte de plus en plus de discuter avec lui et commence même à avoir certains projets pour trouver du travail! Elle a commencé à chercher dans les petites annonces. Elle sent que si elle persévère, elle pourrait peut-être trouver un petit emploi, simple, à temps partiel. Stéphanie rêve maintenant d'aller compléter son secondaire. Elle sait bien que cela va lui demander de la ténacité, beaucoup de travail, mais elle

se sent tellement encouragée depuis deux ans! Elle fait maintenant partie d'un journal de jeunes et ils ont même participé à des émissions de télévision pour aller parler de ce qu'ils vivent. Des fois, son chum trouve qu'elle est très occupée, mais en même temps, il est fier de voir Stéphanie devenir de plus en plus entreprenante.

Henriette, Gilles et Stéphanie ont ceci en commun : ils fréquentent un groupe d'alphabétisation populaire depuis au moins deux ans, tout comme les 40 personnes rencontrées en 1994-1995 par une chercheuse, Johanne Letourneau, dans le cadre d'un projet amorcé par le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ). Le but de cette enquête était de savoir quelle perception ont les participantes et participants de la place qu'elles et ils occupent au sein de leur groupe. On leur a également demandé quels changements eux-mêmes ainsi que leur entourage avaient pu observer...

Pour paraphraser une publicité populaire de Loto-Québec, «Fréquenter un groupe d'alphabétisation populaire, ça change pas l'monde sauf que...»

Sauf que... les témoignages vivants et très personnels de chaque répondante et répondant révèlent que leur participation à un groupe d'alphabétisation populaire a effectivement changé plusieurs aspects de leur vie, comme elle l'a fait dans le cas d'Henriette, Gilles et Stéphanie.

Le respect... avant toute chose

Lorsqu'on leur a demandé de mentionner ce qui avait changé depuis qu'elles fréquentaient leur groupe, la majorité des personnes interrogées a noté un premier changement attribuable aux ateliers qu'elles suivent. Le respect de leur rythme, le respect des différences, le sentiment d'être accueillis inconditionnellement, le sentiment d'être consultés, d'être écoutés ont été mentionnés par toutes et tous comme autant d'éléments qui concourent à la réussite de leurs apprentissages. Rien d'étonnant donc que le premier changement auquel les personnes aient pensé se situe au niveau des connaissances : savoir mieux lire, lire des choses différentes, utiliser la lecture dans des situations de vie courante (lecture d'étiquettes, de pancartes, d'affiches, de courrier), savoir mieux écrire, écrire pour son propre plaisir. Ce changement peut sembler aller de soi : dans un groupe d'alphabétisation, les gens viennent apprendre à mieux lire et à mieux écrire! Pourtant, au cours de certains échanges, des animatrices et animateurs d'ateliers d'alphabétisation, dont le concept de «transfert des apprentissages» est au cœur des préoccupations quotidiennes, m'ont rapporté que les changements ne leur semblent pas toujours perceptibles. En effet, elles et ils perçoivent trop souvent que les participantes et participants transfèrent peu, dans leur vie quotidienne, les

apprentissages réalisés en atelier. Or il semble que les participantes et participants, eux, aient le sentiment inverse. Dans tous les témoignages recueillis, toutes et tous ont mentionné ce changement de façon très marquée. Pour quelqu'un qui se promène avec le «Journal de Montréal» sous le bras en faisant semblant qu'il va le lire, la différence est remarquable : lire soi-même les nouvelles dont on entend parler permet de pouvoir davantage dire ce qu'on en pense, plutôt que de se fier inconditionnellement à ceux qui nous entourent! Demandez aux personnes qui, tout comme Henriette, devaient faire constamment confiance à leur entourage pour comprendre le courrier qu'elles reçoivent... Demandez à toutes celles et ceux qui, pour faire des gestes quotidiens comme aller à la banque, payer des comptes, se déplacer dans des quartiers ou des villes inconnues, se sentent toujours à la remorque de quelqu'un d'autre, qui, lui, sait... Savoir mieux lire et écrire, c'est vrai, ça non plus, ça ne change pas le monde sauf que... quand on en est à «sa dernière chance», c'est ce qui fait toute la différence!

Risquer de se percevoir autrement...

Un autre changement majeur exprimé par la très grande majorité a été l'amélioration de l'estime de soi. Quand on se sent respecté, écouté, sollicité pour donner son opinion, comme plusieurs l'ont noté au cours des entrevues, petit à petit on veut

bien croire qu'effectivement, ce qu'on pense peut apporter une certaine différence dans l'atelier ou dans le comité dont on fait partie... Les gens rencontrés disaient : «Je suis moins gêné», «Je suis plus ouverte», «Je parle plus», «J'ai plus confiance en moi», «J'ai su prendre ma place». Ces mots dits simplement, ces phrases apparemment anodines, ne le sont certainement pas. Lorsqu'on connaît l'histoire de vie d'une très grande majorité de personnes analphabètes, on sait que bon nombre d'entre elles ont vécu et intériorisé des sentiments d'isolement, de honte, d'impuissance et d'échec. Dire que son estime de soi a augmenté, c'est admettre que le risque qu'on a pris en s'inscrivant à des ateliers d'alphabétisation - risque de se sentir humilié encore une fois, risque de ne pas être compris, risque, peut-être, d'échouer - a donné des résultats inespérés. C'est aussi avouer que le respect de l'autre, le respect de ses besoins, la solidarité, ont triomphé des vexations trop souvent vécues, des silences trop souvent maintenus. La perception de ces changements est aussi confirmée par les personnes qui entourent les participantes et participants : ami-e-s, enfants, conjoints, confrères et consoeurs de travail, de loisir. Plusieurs ont mentionné que ce sont les autres qui leur faisaient prendre conscience des changements observés. Les autres qui étaient souvent perçus comme «menaçants» auparavant et qui prennent maintenant leur juste place, depuis que la personne

analphabète, trop souvent silencieuse par le passé, commence à prendre la sienne et à s'exprimer ouvertement. Gilles en est un bon exemple. Demandez à ses compagnons de travail!

Prendre une place, prendre «sa» place

Parmi ces 40 participantes et participants, plusieurs s'impliquent activement ailleurs que dans leurs ateliers. Fêtes, activités organisées, manifestations, pétitions, sont autant d'exemples apportés pour illustrer la place disponible dans le groupe et celle prise, petit à petit, par les participantes et participants. Cela ne se fait pas du jour au lendemain, bien sûr. L'appropriation s'accomplit doucement, de part et d'autre. N'oublions pas : les personnes qui retournent s'instruire viennent généralement de milieux différents de celui de la plupart des animatrices et animateurs qui travaillent dans les groupes. Dans certaines entrevues, le langage utilisé par les personnes interrogées le montre bien : «Ils», «Eux-autres» sont utilisés pour désigner «l'autre partie» des groupes, c'est-à-dire, les «professeurs, les administrateurs, les décideurs»... Pourtant, malgré ce fossé culturel, lorsque chaque personne est consciente de la place qu'elle peut prendre, dans la très grande majorité des cas, elle prend cette place. Dès ce moment, le «discours» commence à changer. On entend alors parler de «groupe», de «gang», on entend dire «c'est

comme une deuxième famille»... Les gens reprennent confiance dans leur potentiel, dans leur capacité d'élaborer des projets, de les mener à terme. Ils font l'expérience de la réussite dans divers domaines autres que celui de l'apprentissage de la langue. Certaines personnes participantes vont dire que c'est leur personnalité, leur attitude face à la vie qui a changé. Elles parlent d'une plus grande ouverture face aux autres, du désir de comprendre, d'écouter, d'un optimisme nouveau, d'un désir d'oser entreprendre de nouvelles choses, d'un meilleur moral, d'un plus grand courage. Plusieurs ont accepté de nouvelles implications, dans leurs loisirs par exemple, ou encore ont changé de comportement à leur travail. Voici ce que d'aucuns ont exprimé : «Avant je n'aurais jamais pensé faire ça»; «avant, j'allais même pas chez ma voisine, maintenant j'y vais»; «...maintenant je suis dans une équipe de bowling. Je n'aurais jamais fait ça avant»; «même qu'on avait une pétition à faire signer. (...) J'ai osé prendre une feuille et je suis allée voir le maire pour la pétition. J'aurais jamais fait ça avant»; «je parle plus aux gens. Avant je posais pas de questions, je parlais pas aux étrangers. Je dis mon opinion.» Cet «AVANT» témoigne de nouvelles attitudes qui, peu à peu, s'installent et traduisent des changements réels. Stéphanie qui commence à faire d'autres choix, qui se surprend à désirer retourner aux études alors qu'elle en avait décroché, illustre bien tous les possibles qui

réapparaissent à partir du moment où, d'autres lui ayant témoigné leur confiance, elle recommence à croire en elle...

S'engager, se responsabiliser, s'impliquer

Fait révélateur, parmi les 40 personnes appartenant à des groupes choisis au hasard, plusieurs ont été ou sont encore membres du conseil d'administration de leur organisme. C'est révélateur parce que, en regard de la société civile, rares sont les citoyennes et citoyens qui pourraient en dire autant! En effet, monsieur et madame «tout le monde» participent peu à diverses associations démocratiques. Plusieurs personnes ignorent même leur existence alors que d'autres préfèrent rester chez elles, tranquilles, tout en continuant à critiquer...

Les groupes d'alphabétisation populaire offrent des lieux diversifiés d'implication, notamment les structures de représentation. On pourrait croire que les personnes qui sont élues ont une certaine expérience de la vie associative. Il n'en est rien. Pour la plupart, c'était la première fois que ça leur arrivait. Par contre, la très grande majorité des personnes élues présentent une personnalité dont la caractéristique est d'être ou de se sentir très responsable. Toutes les personnes qui ont accepté ce type de tâches expriment une très grande fierté à avoir été «reconnues» par leurs pairs. Nous serions tentés de penser qu'en général, l'«égo» s'en est trouvé

«gonflé», mais dans les témoignages recueillis, sauf de rares exceptions, il n'en est rien. Toutes et tous ont un sentiment très clair de «représenter» les autres et, dans ce sens, d'avoir «des comptes à rendre» à leurs consoeurs et confrères. Les changements observés et rapportés par ceux et celles qui sont membres de structures décisionnelles sont, de prime abord, sensiblement les mêmes que pour les autres participantes et participants : meilleure lecture, meilleure écriture, meilleure estime de soi. Par contre, certaines connaissances plus spécifiques ont également été cernées : comprendre ce qu'est un ordre du jour, apprendre à prendre des décisions, faire la prise de notes, utiliser un agenda, comprendre mieux le domaine politique...

Par ailleurs, ce qui frappe tout particulièrement dans ces témoignages c'est le paradoxe suivant : les participantes et les participants mentionnent à plusieurs reprises qu'un des atouts importants pour faire partie d'un C.A., c'est de... SAVOIR LIRE ET ÉCRIRE. Or voici une étonnante perception de pré-requis puisque nous sommes dans des groupes d'alphabétisation où, justement, les personnes vont ou sont en train d'apprendre à lire et à écrire! D'autant plus étonnant que plusieurs personnes impliquées dans leur C.A. avouent que très souvent, elles ne savaient pas assez lire... Pourtant, encouragées à poursuivre malgré leurs limites en lecture, grâce aux structures facilitantes, aux

remorques positives des animatrices et animateurs, de leurs confrères et consoeurs, elles ont persisté et, les explications aidant, sont devenues efficaces dans leur rôle, pouvant très bien prendre des décisions. Il est paradoxal de constater que, même si l'expérience démontre le contraire, les participantes et participants continuent à penser que le fait de savoir lire et écrire demeure un élément déterminant pour s'impliquer de manière efficace dans le conseil d'administration...

Non, fréquenter un groupe d'alphabétisation populaire, ça change pas l'monde sauf que... ça change une ancienne vision du monde... Des Henriette, des Gilles et des Stéphanie, il y en a des centaines, disséminés à travers les groupes, partout au Québec. Toutes et tous montrent bien que prendre sa place, oser de nouvelles choses, adopter de nouveaux comportements, c'est possible et c'est réaliste... Vaincre le peur du ridicule, croire que ce qu'on dit est important, penser que notre implication peut faire avancer certaines situations, voilà autant de constats que les 40 participantes et participants rencontrés ont partagés dans le cadre de cette enquête. Ça, c'est LA PERCEPTION qu'elles et ils ont de la réalité vécue dans leurs groupes respectifs, mais la leur ou a nôtre, laquelle est la plus proche de la réalité? Les deux, sans doute, dans une certaine mesure...



Face aux médias

Annie Prud'Homme,
participante,
La Boîte à lettres

Le 8 septembre dernier, c'était la Journée internationale de l'alphabétisation. Et cette journée a été une expérience inoubliable.

Quand j'ai vu les médias arriver, j'étais nerveuse. Je me demandais quelle sorte de questions ils étaient pour me poser et si mes réponses allaient être claires. Je me demandais ce que les gens pensaient de moi en me voyant passer à la télévision. Comme tout le monde, j'étais un peu nerveuse. Mais les médias m'ont fait sentir à l'aise et j'ai beaucoup aimé ça de leur part.

Quand les médias ont terminé de me poser les questions, on a été faire un tour en ville de Montréal en autobus. Dans l'autobus, il y avait une personne qui nous racontait la parution de la première école. Pendant le trajet, j'ai appris beaucoup de belles choses que je ne connaissais pas. Quand le trajet a été terminé, on a été à l'école Carrefour Pointe St-Charles. Arrivés à l'école, il y avait d'autres médias qui nous attendaient. Il y avait aussi un discours, même qu'il y avait une artiste qui était avec nous. Quand le discours a été terminé, il y avait un brunch qui nous attendait.

Mais pour tout vous dire, j'ai beaucoup aimé cette journée et jamais je vais l'oublier. Et j'espère que vous aussi vous vivrez cette expérience-là un jour. Et aussi cette expérience m'a beaucoup aidée à foncer dans la vie.

La démocratie au quotidien

par des animatrices et animateurs
de groupes membres du RGPAQ

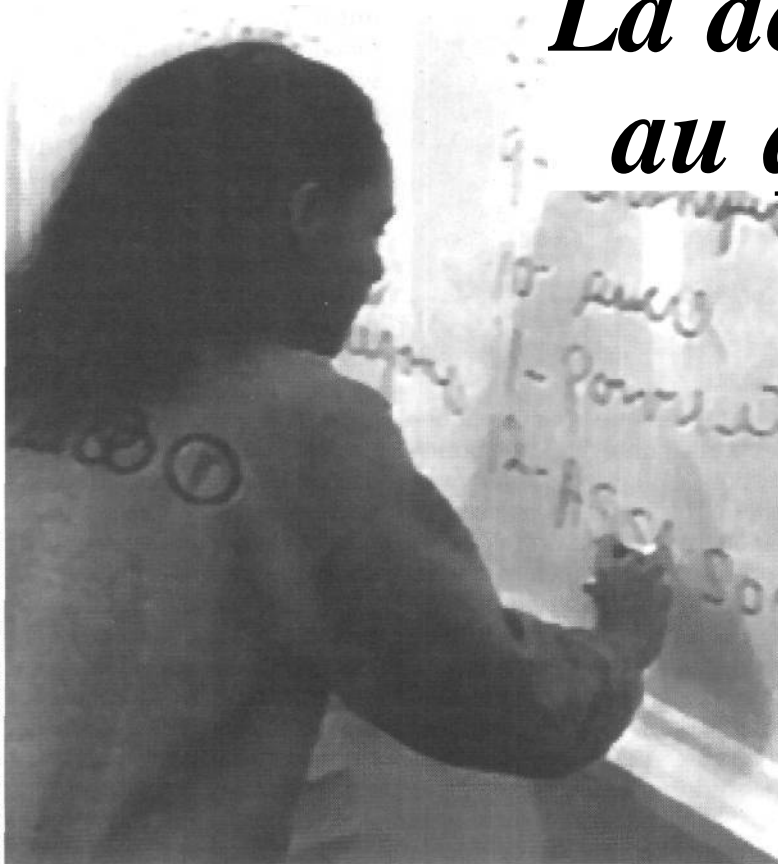
«Atout-Lire a toujours eu à cœur que les participants et participantes prennent part à toutes les décisions qui les concernent, tant dans leur vie privée que dans la société en général. Pour être conséquent avec cette volonté, il était normal qu'Atout-Lire mette en place une structure décisionnelle accessible à tous ses membres.

La démocratie ne s'improvise pas, elle s'apprend. Elle commence à l'intérieur même de nos ateliers et se vit au quotidien. On peut faciliter l'apprentissage de la démocratie en créant dans nos ateliers un environnement propice à la prise de parole et au partage. En tant qu'animatrice, j'ai un rôle à jouer en ce sens...

En premier lieu, je ne me considère pas comme celle qui détient le savoir; chacune des personnes de l'atelier est riche de connaissances, d'expériences et de passions dont le groupe peut profiter. On se forme ensemble.

Je suis responsable du «contenu notionnel» des ateliers mais nous avons la responsabilité conjointe de déterminer comment et à partir de quoi se feront les apprentissages grammaticaux et autres.

C'est dans l'atelier que se forge la vie associative. Les animatrices et animateurs sont en première ligne. Ils parlent ici de leurs pratiques et de leurs méthodes. Ils témoignent de cette expérience à la fois exigeante et gratifiante, et quelquefois déstabilisante, qui consiste à associer les participantes et participants à la démarche d'apprentissage. A travers ces témoignages, des constantes se dégagent : il faut être à l'écoute, expliquer, temporiser, faire confiance, s'ajuster, improviser, faire preuve de créativité.



Ma volonté de rendre les participants et participantes responsables des décisions qui concernent notre atelier a un impact certain sur ma façon de travailler. Cela implique que je sois à l'écoute, que je prenne le temps de connaître les personnes de l'atelier. Cela implique aussi que je leur laisse l'espace pour exprimer leurs intérêts, leurs besoins et leurs aspirations. Ainsi, ils et elles peuvent choisir les thèmes à partir desquels nous travaillerons. Cela entraîne la création de matériel adapté plutôt que l'utilisation de cahiers d'exercices. Cela suppose aussi que l'on évalue ensemble régulièrement les types d'exercices qu'on a faits, les thèmes abordés et même mon rôle d'animatrice. Cela implique donc d'être ouverte et de savoir m'adapter aux personnes et aux situations parce que dans un tel climat, il peut arriver que l'atelier prenne une tangente imprévue et qui s'avère plus intéressante que ce que j'avais planifié. Ça nous ramène à la question de confiance, confiance en soi et confiance dans le groupe. Quand cela se passe, c'est magique! L'implication des participants et participantes n'est plus un vœu pieux, elle est en action et c'est un plus pour les individus, pour l'atelier et pour tout le groupe. Je crois que c'est aussi un plus pour la société en général parce que leur désir de participer débordera sans doute les murs d'Atout-Lire.»

Colette Paquet,
Atout-Lire



«Je crois que pour impliquer les participantes et participants, je dois d'abord partager avec elles et avec eux les objectifs et les orientations du Carrefour, de sorte qu'on ait les mêmes critères d'évaluation. Les objectifs du Carrefour visent, entre autres, l'autonomie des personnes, la prise en charge de leur vie dans tous les domaines, la défense des droits des personnes, la conscientisation, le travail individuel et collectif, etc. Je dois aussi bien expliquer le sens de ce que je veux faire, où je veux aller, c'est quoi l'objectif d'apprentissage qu'on est en train de poursuivre.

En début d'année, les individus et le groupe se fixent des objectifs d'apprentissage et une façon de fonctionner qu'on évalue en décembre et en mai de façon officielle. Par contre, on peut se réajuster n'importe quand, si le besoin s'en fait sentir. Je dois donc être à l'écoute des problèmes qui surviennent.

Le fait d'impliquer les participantes et les participants dans les ateliers m'amène aussi à vouloir les respecter encore plus,

à vouloir les rendre encore plus autonomes, à les écouter, à fonctionner à partir de leurs besoins... Quelquefois, ça m'oblige à ajuster la pédagogie, à changer mon programme, car ce que j'avais préparé n'est pas adéquat ou tout simplement n'est pas ce qu'ils et elles ont besoin d'apprendre sur le moment. Ça oblige aussi parfois à faire plus de préparation de matériel pour répondre aux demandes concrètes, à aller chercher de l'information.

Voici quelques exemples des demandes concrètes que je reçois de la part des participantes et participants : comment se servir d'un guichet automatique, se promener dans le métro, apprendre à connaître certaines lois, comment faire une demande de citoyenneté, connaître son bail, comment voter, faire des cartes de fêtes, écrire une lettre, etc. Autrement dit, ça demande de la créativité, de l'ouverture et de la souplesse.»

Lucie St-Germain,
*Carrefour d'éducation populaire
de Pointe St-Charles*

«Ce matin, Katia (nom fictif) arrive au Centre en disant: "Si j'avais don d'argent, que j'me payerais-tu une visite à Québec. J'aimerais tu ça voir le Parlement, pis Imax, pis 3D. Y paraît que c'est beau à voir. J'sus jalouse des enfants qui font plein de sorties." Profitant de l'occasion, je demande au groupe si d'autres personnes ont le même rêve que Katia. Bon moyen pour favoriser

l'expression orale. Nous faisons un tour de table, question de dire nos opinions. L'inscrit à mesure sur le tableau blanc les suggestions, les interrogations. Ensuite, nous discutons de la faisabilité, des implications, des démarches que nous devons faire, des responsabilités à prendre, etc.

Après ce remue-méninges, on trouve qu'il serait bien de créer un comité culturel qui coordonnera les activités de l'organisme avec celles de l'atelier. De mon côté, je fournirai au groupe les moyens, les exercices appropriés qui faciliteront leurs démarches, nourriront leur motivation et permettront l'atteinte de leurs objectifs. Il est d'ailleurs beaucoup plus plaisant d'apprendre des choses souvent plus difficiles quand on a un objectif à court terme, et combien plus gratifiant; cela tout autant du côté du participant que du côté de l'intervenant.

Pour répondre à tous ces besoins, nous nous sommes proposé une vie de groupe comme ressource; et cette vie de groupe a nécessité des balises qui originent des participantes et participants et de la formatrice. Ces balises ressemblent à coopération, respect de l'autre, écoute, assiduité, implication, etc.»

Claudette Bérubé,
Centres Mot à Mot

«Favoriser la prise de parole, la prise de décision est une condition essentielle en alphabétisation-conscientisation, approche choisie par l'équipe de COMSEP.



Plusieurs fois par année, nous consultons, par sondages, les participantes et participants sur le choix d'options (alimentation, théâtre, etc.) ou de thèmes de conscientisation (sida, recyclage, tabagisme, etc.). Comme animatrices, nous nous préoccupons de choisir ceux qui répondent le mieux à leurs attentes et leurs besoins. Certains thèmes de conscientisation (démocratie, programmes sociaux, réforme Axworthy) favorisent la réinsertion sociale des participantes et participants dans la société, c'est-à-dire leur prise de parole, leur engagement, leur autonomie, leur place dans la société.

Nous devons être à l'écoute, être créatives et produire des outils d'animation variés, adaptés et ce, souvent au dernier moment, nous ajuster, modifier la démarche selon le climat ou les besoins.

De plus, à COMSEP, les pauses sont très importantes. C'est un moment privilégié où les participantes et participants nous confient leurs peurs, leurs succès, leur vécu et échangent, entre

eux, leurs expériences et parfois même créent des liens d'amitié.

Quelle que soit la méthode ou l'approche, notre objectif est d'améliorer les conditions de vie des participantes et participants et notre plus grand défi, de trouver des moyens géniaux pour qu'ils et elles se réapproprient la parole, les lieux de prise de décisions et leur place dans la société. Et cela commence dans les ateliers, au quotidien.»

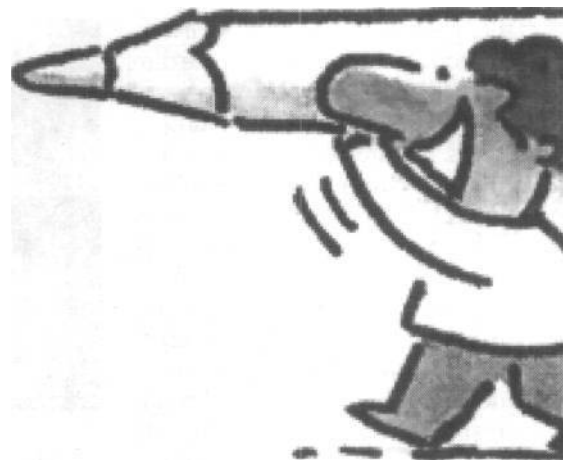
Manon Claveau et Sylvie Lafond,
COMSEP

«Pour favoriser la vie associative, je dois d'abord et avant tout être à l'écoute. Trois niveaux sont à surveiller : le contenu, la procédure et le socio-émotif. Le premier niveau repose sur le fait qu'il faut voir à ce que les idées émises par le groupe circulent bien. Je dois donc m'assurer que tout le monde ait la possibilité d'être entendu. Les questions de procédure, elles, doivent être formulées et solutionnées par le groupe, que ce soit par consensus ou toute autre forme de prise de décision. Enfin, le troisième niveau, qui correspond au socio-émotif, consiste à maintenir l'équilibre entre l'efficacité et les échanges personnels. Par exemple, dans certaines circonstances, lors d'un entretien portant sur un sujet à débat (l'aide sociale, l'avortement, etc.), j'agis en tant que médiateur. Je dois maintenir un climat harmonieux et respectueux et tempérer, le cas échéant, les prises de bec.

À chaque année, nous organisons un souper-bénéfice au profit de l'organisme. Cette activité de levée de fonds nécessite beaucoup d'énergie et requiert l'aide de plusieurs participantes et participants. Nous faisons donc appel à leur collaboration pour faire de cet événement un franc succès. Mon rôle est alors de leur expliquer qu'une activité de financement permet d'amasser des fonds pour poursuivre les ateliers d'alphabétisation et d'assurer une visibilité de l'organisme au sein de notre communauté ainsi qu'auprès de nos élus locaux. Durant l'atelier, c'est aussi le moment de recueillir les commentaires et les suggestions des membres du groupe. Selon les disponibilités et les aptitudes de chacun, tout le monde pourra ainsi s'impliquer (vente de billets, décoration de la salle, recherche de commanditaires, mise en place de la salle, service de bar et de buffet, etc.). Les personnes analphabètes jouent alors un rôle actif en assumant une ou plusieurs tâches et renforcent, par la même occasion, leur sentiment d'appartenance à l'organisme.

Que ce soit le renouvellement d'un conseil d'administration, l'organisation d'une fête, le témoignage d'un participant dans une école ou dans un média local, la rencontre avec un député, la mise sur pied d'un souper-bénéfice, la vie associative passe par la relation entre les membres du groupe et la convergence de leurs intérêts communs.»

Mario Haman, *La Porte ouverte*



Par où passe la vie démocratique en alphabétisation populaire?

Marie-Hélène Deshaies et
Micheline Séguin (*collaboratrice*)¹

Pour que cette volonté de promouvoir la démocratie ne reste pas un vœu pieux, les groupes ont aménagé des lieux de participation, élaboré des stratégies, mis en oeuvre des moyens.



«Il faut parler de nos idées et ne pas garder cela en dedans. Dire ce qu'on pense. C'est venu à la longue, en prenant confiance en moi. J'ai pris ma place quand j'ai commencé à donner mon opinion.» **mon Journal**
Le journal des participants et des participantes des groupes d'alphabétisation du RGPAQ. Edition spéciale

C'est au quotidien, par l'implication des participants et participantes dans les prises de décisions, par leur participation à l'organisation des activités, que la démocratie se concrétise en alphabétisation populaire. Aux quatre coins du Québec, ils sont plusieurs à réaliser des apprentissages en lecture, en écriture et en calcul tout en investissant temps et énergie au sein de leur groupe. Ils sont plusieurs à expérimenter la citoyenneté par la gestion collective de leur lieu d'apprentissage.

Pour que cette vie démocra-

tique puisse se vivre, il faut bien sûr qu'existe la volonté ferme et commune de partager le pouvoir au sein des groupes. Mais c'est également par l'existence d'espaces démocratiques et participatifs formels et par la mise en place de stratégies facilitant la participation des adultes analphabètes que cette vie démocratique prend forme.

L'existence d'espaces démocratiques et participatifs

La volonté de faire de l'apprentissage de la lecture et de l'écriture un outil de prise de pouvoir sur sa vie et sur son environnement est un des principes fondamentaux qui caractérisent l'alphabétisation populaire. C'est ainsi que les groupes d'alphabétisation populaire constituent, pour plusieurs participants et participantes, l'un des premiers lieux où il leur est possible d'exercer et d'expérimenter un pouvoir sur leur environnement. C'est à l'intérieur même des ateliers, au conseil

d'administration, à l'assemblée générale, dans des comités organisateurs ou en occupant des responsabilités diverses que les participants et participantes prennent la parole, orientent, planifient et organisent les différents aspects de la vie de leur groupe. Afin de permettre au plus grand nombre de participants et participantes de s'impliquer selon leurs intérêts, leurs disponibilités, leurs obligations et leurs compétences, les groupes tendent à multiplier et diversifier les espaces de participation.

• LES ATELIERS

Loin des programmes préétablis, les participants et participantes des groupes d'alphabétisation populaire exercent des choix à l'intérieur même des ateliers sur la façon dont se réaliseront les apprentissages en lecture, en écriture et en calcul. Le choix de l'horaire, les règles de la vie de groupe à se donner, les projets à réaliser, les thèmes à explorer, constituent

autant d'éléments de discussion, de négociation et de décisions. Dans plusieurs groupes, les participants et participantes seront également appelés à prendre part à l'évaluation des ateliers et du travail réalisé par les animatrices et animateurs. Cette façon de vivre les ateliers d'alphabétisation contribue à briser le modèle sur lequel repose trop souvent l'éducation, et qui veut que «l'un sait tout et l'autre a tout à apprendre».

• LE CONSEIL D'ADMINISTRATION ET L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Les assemblées générales des groupes et les conseils d'administration sont des lieux d'implication importants pour des participants et participantes. On retrouve, à l'intérieur même de ces structures, différentes formes d'organisation destinées à adapter ces structures aux réalités des groupes, des personnes participantes et des milieux.

Les assemblées générales sont des moments importants dans la vie d'un groupe d'alphabétisation populaire. Elles représentent pour les personnes participantes l'occasion de rencontrer les gens des autres ateliers, d'élargir leur vision du groupe, de s'informer sur la situation et les finances du groupe, de prendre connaissance des activités et de les évaluer et, enfin, de participer aux élections.

Les conseils d'administration sont, pour les personnes qui s'y impliquent, des lieux d'apprentissage du pouvoir avec ses exigences et ses contraintes (le temps

nécessaire à la prise de décision, la responsabilité de décider en fonction des intérêts de l'ensemble du groupe, les tâches à mener à terme, etc.). C'est dans le cadre de ces rencontres que les participants et participantes seront appelés à se prononcer tant sur le quotidien que sur les situations exceptionnelles qui peuvent se présenter au sein du groupe.

• LES MULTIPLES ESPACES DÉMOCRATIQUES

Outre les ateliers, les conseils d'administration et les assemblées générales, on retrouve dans les groupes une grande diversité dans les lieux de participation. Plusieurs groupes ont des «comités de participantes et participants», les responsabilités confiées à ces comités diffèrent selon les groupes. Certains sont responsables de l'organisation d'activités culturelles, de loisirs ou d'événements spéciaux, quelques-uns mettent sur pied des activités de financement et

de visibilité, alors que d'autres ont des mandats de consultation et de liaison auprès des participantes et participants.

Des groupes publient des journaux. Ce sont des outils importants de prise de parole et de liaison à l'intérieur du groupe et il existe même des «comités-journal» formés de participants et participantes.

D'autres types de responsabilités sont également assumées par les participants et participantes des groupes : représentant-e du groupe auprès de l'extérieur, porte-parole auprès des médias, membre des comités de sélection lors d'embauché, responsable de la cantine, etc.

Se donner les moyens de la démocratie

Au sein de tous ces espaces, la recherche et la mise en place de stratégies favorisant la participation, la prise de parole et la prise de décision constituent des facteurs essentiels à la réussite

«Les textes remis aux participants et participantes sont simplifiés, présentés d'abord oralement et ensuite lus sur place. Des groupes préparent les participants et participantes à l'assemblée générale en étudiant d'abord le vocabulaire plus spécifique en atelier et en examinant l'ordre du jour ou le procès-verbal avant la rencontre.

La personne participante qui siège au conseil d'administration de son groupe est soutenue par une animatrice qui l'aide à se préparer.

Le budget du groupe est présenté avec des dessins ou des pictogrammes; on le travaille aussi en atelier de calcul pour aborder des problèmes mathématiques. Une carte du Québec est utilisée pour visualiser les différents groupes d'alphabétisation populaire.»



«Sur le plan de l'animation, les rencontres du conseil d'administration (ou d'un autre comité) sont conçues sous une forme semblable aux ateliers d'alphabétisation. On utilise beaucoup de matériel visuel et on prend le temps de vérifier si chacun et chacune suit et comprend bien.

Toutes les rencontres avec les participantes et participants doivent être bien préparées : il faut s'assurer que les objectifs et la démarche soient clairs, penser à des animations qui permettent aussi de s'amuser.

Les réunions ne sont pas trop longues et l'on doit garder un rythme de rencontres qui respecte les capacités de participation des gens et leurs obligations personnelles. Il faut assurer une certaine régularité des réunions afin de maintenir l'intérêt.

Des moments de formation sont prévus dans le groupe pour soutenir les personnes qui décident d'assumer certaines responsabilités.»

de la vie associative et démocratique dans les groupes. Ces stratégies s'articulent autour des trois éléments suivants : la transmission de l'information; l'animation et le rythme; le développement du sentiment d'appartenance.

- LA TRANSMISSION
DE L'INFORMATION

Rendre l'information accessible aux participants et participantes qui s'impliquent est une préoccupation constante des groupes. Pour ne pas exclure des lieux de participation les personnes qui éprouvent le plus de difficultés avec l'écrit, les groupes doivent user d'imagination et de créativité afin de simplifier l'information écrite ou la présenter sous des formes différentes. Bien entendu, plusieurs éléments d'information seront transmis oralement aux

participants et participantes. Cependant, les différentes formes d'implication deviennent également des moments importants d'apprentissage en lecture, en écriture ou en calcul et des occasions intéressantes de transfert des acquis.

- L'ANIMATION ET LE RYTHME

L'objectif consiste à choisir des modes d'animation, des façons de faire qui facilitent la compréhension des enjeux et la participation de tous et chacun, qui permettent l'expression et la prise de parole et qui laissent place au plaisir d'apprendre et d'échanger. Le rythme du travail à effectuer, des activités à «produire», est modifié en fonction des personnes participantes afin qu'elles puissent être partie prenante de la démarche. En ce sens, on évaluera la réussite d'une activité tout autant, sinon

plus, par la prise en charge et l'implication des participants et participantes que par le résultat final. La démarche devient alors tout aussi importante que la fin.

- LE SENTIMENT D'APPARTENANCE

Le fait de se sentir concerné, partie prenante au même titre que les autres membres de l'atelier, du comité ou de l'assemblée, est un facteur important pour favoriser l'implication des participants et participantes. Le sentiment «d'appartenir à un groupe et que celui-ci nous appartient» n'est pas inné. Il se développe à travers tous les événements du quotidien, de l'accueil jusqu'au choix que l'on fait de s'impliquer d'une façon ou d'une autre.

«Le conseil d'administration a placé au coeur de son mandat la préoccupation de développer le sentiment d'appartenance de tous les participants et participantes du groupe.

Les décisions prises par le conseil d'administration sont inscrites dans un petit journal interne. Ce journal est utilisé dans les ateliers pour réaliser les apprentissages en lecture et en écriture.

Les membres du conseil d'administration (des participants et participantes) font le tour des ateliers pour préparer les gens à l'assemblée générale.»

Le vocabulaire utilisé par les participants et participantes démontre souvent le développement du sentiment d'appartenance qui se produit : qui n'a pas été témoin du passage de «vous devriez faire, ça...» à «on pourrait organiser ça...» ?

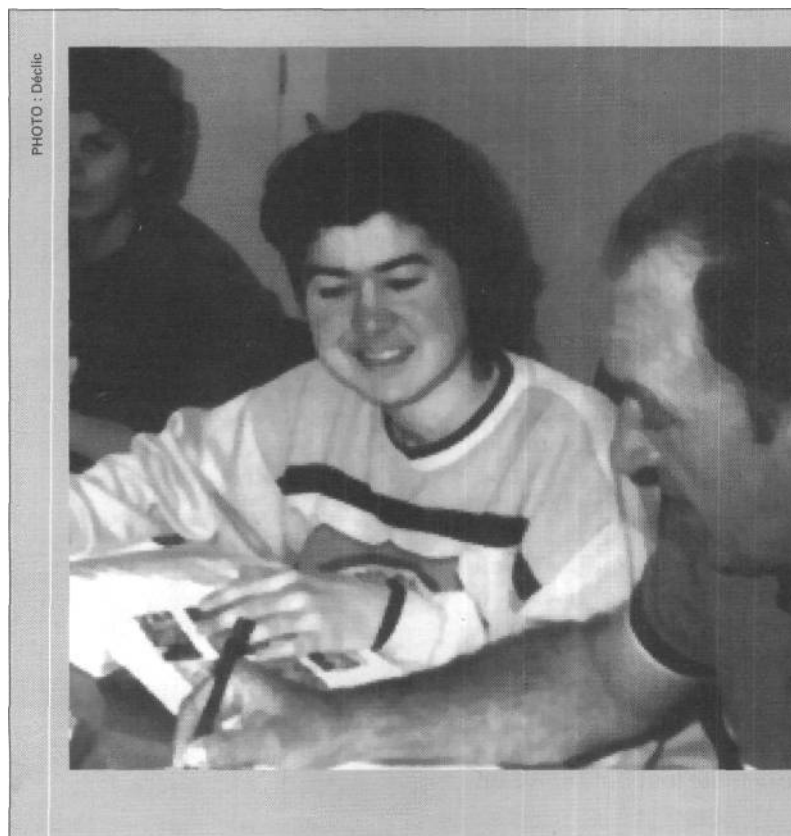
En conclusion

Les groupes d'alphabétisation populaire ont su développer un projet original de vie associative et démocratique adaptée à la situation particulière des personnes analphabètes. Ce projet d'impliquer les participants et

participantes au coeur des groupes d'alphabétisation populaire exige de la part des animatrices et animateurs une grande disponibilité et beaucoup de souplesse dans la façon de travailler. On doit y investir du temps : du temps pour préparer du matériel d'animation, du temps pour adapter le matériel écrit, du temps pour que les discussions puissent se faire et les décisions se prendre. Il faut aussi du temps pour que les animateurs et animatrices puissent se questionner et modifier les façons de faire pour tenter d'im-

pliquer toujours un peu plus les participants et participantes dans leurs groupes. En ce sens, la vie démocratique sera sans cesse à bâtir, à consolider. C'est un projet pour lequel il n'existe pas de «recette sur mesure».

Il s'agit malheureusement d'une partie du travail des groupes peu reconnue par les bailleurs de fonds et donc peu financée bien que ses impacts soient nombreux et importants. Des impacts tout d'abord sur les personnes participantes elles-mêmes : la vie démocratique présente beaucoup d'occasions



«Pour susciter l'implication des participants et participantes, il faut avant tout développer le sentiment d'appartenance, élément essentiel à une bonne dynamique de groupe et cela passe par des choses simples : un accueil chaleureux, un p'tit café avec un biscuit, des échanges spontanés sur des préoccupations touchant l'ensemble des personnes... Si ce climat n'est pas présent, le reste demeure difficile.

L'accueil des nouvelles et nouveaux est aussi primordial et n'appartient pas seulement aux formatrices, mais à chaque membre du groupe. Chacune et chacun a la responsabilité de voir à ce que tout fonctionne bien. Si on veut que l'atelier soit dynamique, il faut donc le préparer pour que chaque individu



d'apprentissages nouveaux et de transfert des acquis; elle contribue à augmenter l'autonomie, la confiance et l'estime de soi; elle permet de développer le sentiment d'être un «acteur» et de pouvoir changer des choses. Cette prise en charge par les participants et participantes a également de grandes conséquences sur la vie du groupe : développement de la solidarité et de l'entraide, qui rend possible une véritable dynamique de groupe; partage de la responsabilité du groupe entre tous les acteurs. Elle permet aussi

que les décisions prises et que les activités menées correspondent aux besoins des personnes. L'implication des personnes participantes à la vie démocratique des groupes a également des impacts importants pour l'ensemble de la société. Les apprentissages réalisés, la confiance en soi acquise peuvent aider ces personnes à s'impliquer à d'autres niveaux de leur vie : dans des associations de leur quartier, à l'école de leurs enfants, dans leur milieu de travail, dans les petites et les grandes décisions

qui se prennent tous les jours autour de nous. Quelle société a les moyens de se priver de l'apport de ces milliers de personnes ?

1. Article réalisé à partir de propos recueillis auprès de Martine Dupont et Geneviève Boisvert (La Boîte à lettres), Hélène Patenaude (ABC des Manoirs), Christianne Gallo (La Clé en éducation populaire de Maskinongé), Francine St-Germain (La Jamigoïn), Lilette Trudel (Un Mondalire), Michèle Montpetit (Clé des mots), Françoise Bouchard (Groupe Centre-Lac d'Alma) et Sylvie Bernier (Atout-Lire).

puisse prendre sa place, en fonction de ce qu'il est et à son rythme. Il faut apprendre à bien connaître les participantes et participants, saisir leurs forces, leurs préoccupations et laisser libre cours à l'expression, sous toutes ses formes.

Concrètement, c'est donc un lieu où on discute de ses besoins, de ses attentes, de ses valeurs, de ses projets, de ses bons coups ...

Tout ça a sa place et en prend davantage si c'est le souhait de l'ensemble des participants et participantes. Par exemple, un participant du groupe du soir de Berthierville informe les autres participants de ses rapports difficiles avec un représentant du bureau de chômage. On en discute et chemin faisant, on s'aperçoit que l'on veut en

savoir plus, que l'on veut être mieux préparé. On décide donc de faire les prochains ateliers sur ce thème et même d'inviter des personnes-ressources, un représentant du bureau de chômage et un avocat populaire. Les participantes et participants s'impliquent donc dans les objectifs et le contenu des ateliers.

L'atelier fait aussi de la place aux autres ateliers de DÉCLIC. C'est là que les participantes et participants sont consultés, donnent leur opinion, votent sur les questions touchant l'ensemble du groupe et la vie de l'organisme. Donc, les informations du comité de représentantes et représentants, du comité de femmes, celles sur Alpha-cuisine, sur la plantation d'ail, sur le RGPAQ... deviennent matière à discussion et à implication.

En plus de susciter des échanges et de belles implications, ces sujets permettent aussi de faire des apprentissages au niveau de la lecture, de l'écriture et du calcul. Par exemple, pour le projet Alpha-cuisine, on partira d'un texte, de quelques activités reliées à ce dernier afin de comprendre le projet, de pouvoir se faire une opinion et décider si on s'y impliquera. Donc, plus le matériel utilisé est clair, stimulant, plus les participantes et participants risquent de développer leur intérêt, leur implication personnelle. Une bonne information est donc aussi un élément préalable à l'implication. Si je comprends bien une situation et ce que je peux y apporter, y réaliser, je risque plus de m'y impliquer.»

Solange Tougas, DÉCLIC

À propos de la participation au sein du RGPAQ

Martin-Pierre Nombré

Malgré les divergences et les tensions inhérentes à tout organisme de regroupement, le RGPAQ a développé et consolidé ses structures de participation : chronique de 15 années de solidarité.

Introduction

Je me souviens d'une conversation avec un ami sur le rôle actuel des regroupements d'organismes. De cette discussion, je retiens plusieurs choses. Les regroupements sont de plus en plus perçus par les membres comme des lieux de services; les groupes investissent peu dans les regroupements; le mouvement de décentralisation entraîne un déplacement des prises de décisions vers le niveau régional, ce qui déboussole les regroupements provinciaux qui ont un fonctionnement et une structure centralisés.

La conséquence de ces phénomènes, selon mon interlocuteur, c'est que cela nuit énormément à la mission confiée à ces regroupements par leurs membres, à savoir la lutte pour le financement et le maintien des objectifs de départ. Pour lui, les regroupements doivent se recentrer sur leur mission.

Une telle constatation nous amène à nous poser des questions. Les regroupements connaissent-ils un affaiblissement aussi important, un manque d'intérêt de la part des membres? Les groupes ont-ils l'impression d'y perdre leur temps? Les regroupements sont-



PHOTO : Micheline Séguin



ils encore des lieux où se vit une vie associative intense?

Pourtant, on assiste à l'heure actuelle à la création de nouveaux regroupements comme la Coalition nationale des femmes contre la pauvreté (marche des femmes), la Table nationale des corporations de développement communautaire, le Collectif des entreprises d'insertion, etc. Tout ne semble pas si noir! Dans les quelques lignes qui suivent, nous allons nous intéresser au cas du Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec. Dans un premier temps, nous procéderons à un bilan sommaire de ses activités pour ensuite faire un examen de sa vie associative.

Quinze années de vie et toujours pertinent!

Le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ) fête donc cette année son 15^e anniversaire. Quinze années de luttes, de revendications, de réalisations, de projets, quinze années de consolidation, de développement et de formation...

La conjoncture difficile des années 80, ainsi que les multiples critiques formulées à l'endroit de l'État-providence, favorisent au Québec l'émergence des mouvements de femmes, de jeunes et de personnes âgées. Les années 80 ont également vu l'expérimentation de nouveaux modèles de concertation aux niveaux local, régional et provincial. Le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du

Québec est né dans ce contexte, de la volonté de groupes oeuvrant dans le domaine de l'alphabétisation de se donner les moyens pour contribuer au développement de l'alphabétisation populaire autonome.

Comme en 1981, la conjoncture est difficile, les droits des personnes analphabètes ne sont pas encore suffisamment reconnus, il n'y a toujours pas de politique globale en alphabétisation. La nécessité de se regrouper au sein d'un mouvement parce que celui-ci constitue «un instrument de pouvoir», permettant de réaliser différentes missions, différents mandats, reste d'actualité. À l'instar «des couches les plus défavorisées de la population qui ne peuvent contrebalancer l'influence des catégories aisées qu'en s'organisant» (Mayer et Panet-Raymond, 1991), les groupes d'alphabétisation ne pourront obtenir une politique globale en alphabétisation qu'en s'organisant au sein de leur Regroupement. L'existence du Regroupement a d'ailleurs permis des interventions concertées qui ont été à la base des quelques avancées en ce sens.

Dans les années 70, il n'y avait pas de personnes analphabètes au Québec; du moins c'est ce que croyait la majorité des gens. Aujourd'hui, tous les documents officiels traitant de la question de l'analphabétisme avancent le chiffre de 900 000 personnes analphabètes au Québec (États généraux sur l'éducation, 1996, Rapport

Bouchard sur l'aide sociale, 1996). Les groupes d'alphabétisation populaire sont reconnus par la moitié de la population québécoise comme des intervenants importants en alphabétisation après les commissions scolaires. Près de neuf Québécois sur dix estiment que le gouvernement doit investir davantage dans des programmes d'aide aux personnes analphabètes. Pour près de 83 % de la population québécoise, il est urgent que le gouvernement adopte, avant la fin de son mandat, un plan d'action global pour prévenir et combattre l'analphabétisme (Léger-Léger/RGPAQ 1995).

En 1980-1981, seulement dix groupes d'alphabétisation étaient reconnus et subventionnés dans le cadre du programme Organismes volontaires en éducation populaire (OVEP). Aujourd'hui, le Programme de soutien à l'alphabétisation populaire autonome (PSAPA) compte 130 groupes répartis sur l'ensemble des seize régions du Québec. La situation financière des groupes, quoique précaire, a connu une amélioration au cours des quinze années. D'une moyenne de 7 000\$ par groupe en 1981, nous sommes actuellement à une moyenne de près de 39 000\$. Un plancher de financement a été fixé à 25 000\$ et désormais le financement est accordé sur une base triennale.

Ces diverses réalisations ont été possibles grâce à l'implication des groupes membres ainsi qu'à l'appui de différents partenaires, notamment

le Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MÉPACQ), la Conférence religieuse canadienne section du Québec (CRC-Q), plusieurs syndicats, etc.

Dans la section qui suit, nous allons traiter de la vie associative au sein du Regroupement qui, d'après nous, a joué un rôle important pour faire avancer la question de l'alphabétisation populaire autonome au Québec.

La participation au sein du RGPAQ

«De façon générale on pourrait définir la participation aux associations comme une activité sociale et organisationnelle, favorisée par un ensemble complexe de phénomènes, permettant aux acteurs de se joindre à des actions collectives et de les soutenir. La notion de participation recouvre à la fois les attitudes favorables à l'action d'un groupe et d'une organisation, et les activités qui traduisent concrètement ces sentiments positifs» (Comeau, 1995, p.122).

Les formes de participation sont multiples et peuvent aller de l'adhésion à l'élection à un poste de responsabilité en passant par la réalisation de tâches. Généralement, la demande d'adhésion à un regroupement suppose de la part du groupe une démarche de recherche d'appui à son travail. C'est un moment où le groupe souhaite rencontrer d'autres groupes. Il a envie de faire partie d'un mouvement dont il partage les aspirations et l'idéologie.

Sa demande de «membership» lui imposera de se con-

former à un certain nombre de critères. Son travail sera évalué par des pairs, son fonctionnement sera éventuellement remis en question. C'est en sachant cela qu'il choisit de déposer une demande. Il faut donc que son besoin d'association soit assez important ou qu'il ait évalué qu'il en retirera suffisamment en échange. D'autre part, le groupe évaluera dans quelle mesure le regroupement en question répond à ses aspirations.

Une fois devenu membre, il cherchera à faire valoir ses intérêts, il évaluera dans quelle mesure il se sent concerné par la problématique que défend l'ensemble des membres. Il verra aussi s'il peut retirer un avantage quelconque de son adhésion et du temps qu'il est prêt à y investir.

En principe, pour que l'adhésion se poursuive sous forme d'élection à un ou des postes de responsabilité et sous la forme de réalisation de tâches, le groupe devra soit «éprouver une reconnaissance envers l'association pour la résolution totale ou partielle de la situation problème» (Comeau, 1995, p. 123), soit avoir envie d'apporter sa propre expertise pour faire avancer les choses, soit encore souhaiter faire de nouveaux apprentissages.

À présent, nous allons examiner à travers quelques concepts la participation des groupes au sein du RGPAQ.

Sous l'angle de la démocratie

La démocratie est basée sur un ensemble de processus qui favorisent la participation. Le Regroupement des groupes

populaires en alphabétisation du Québec, dès sa naissance, s'est doté d'une structure destinée à favoriser chez ses membres l'exercice de la démocratie.

L'assemblée générale annuelle est le moment fort de la vie associative au Regroupement. Elle rassemble tous les groupes membres. C'est là où se prennent les décisions principales et où sont formés les différents comités de travail. Elle se tient une fois l'an¹. Les assemblées ont toujours connu une bonne participation; jamais une assemblée du RGPAQ n'a été annulée faute d'un nombre suffisant de groupes. Pourtant le quorum est fixé à 50% plus un des membres en règle.

Entre les assemblées générales, le COCOA (comité de coordination en alphabétisation) est responsable de l'exécution du programme de travail; c'est lui qui prend les décisions qui s'imposent. Les membres du COCOA sont élus à l'assemblée générale annuelle pour un mandat de deux ans, ce qui permet ainsi un renouvellement du comité en deux étapes.

Plusieurs comités de travail existent au sein du Regroupement. Certains sont des comités ad hoc, sur des besoins ponctuels (comité sur le rattrapage scolaire, comité sur l'emploi des personnes sous-scolarisées, comité de solidarité internationale...), mais deux d'entre eux ont un caractère plus permanent : il s'agit du comité formation, qui s'occupe de toutes les questions entourant la pédagogie en alphabétisation populaire, la

formation et les publications, et du comité de stratégie politique, dont le rôle est de voir à l'avancement des revendications émises par l'assemblée générale.

Cette année, un comité de participant-e-s a été formé. Ses membres vont réfléchir sur leur place au sein du Regroupement et dégager des propositions à soumettre à l'ensemble des participant-e-s des groupes quant à leur intérêt pour le RGPAQ et quant à leur place dans la structure.

Étant donné la situation précaire des groupes, il arrive qu'un comité ait à faire face à des difficultés soit de recrutement soit de disponibilité pour la tenue des rencontres de travail. Le RGPAQ compte une quarantaine de membres. On peut donc voir qu'il existe plusieurs lieux d'implication à la disposition du petit nombre de groupes qui le composent. À ces diverses implications, il faut aussi ajouter les demandes ponctuelles et répétées à l'ensemble des membres, comme la recherche et l'envoi d'appuis, l'envoi de lettres de protestation, les mobilisations diverses, etc.

Les différents comités sont animés par l'équipe de la permanence. Pouvoir compter sur une équipe de permanents constitue une force. La permanence sert de lieu de référence aux groupes membres pour différents sujets touchants de près ou de loin la question de l'alphabétisme. Elle apporte aussi un soutien pour l'exécution des

décisions issues de l'assemblée générale, notamment :

- faciliter la diffusion des productions, des pratiques et des expériences des groupes;
- élaborer du matériel de soutien aux groupes sur des besoins spécifiques;
- organiser des réflexions sur la spécificité de l'alphabétisation populaire autonome;
- organiser des activités pour la promotion du travail des groupes et l'alphabétisation populaire autonome;
- faire circuler de l'information pour répondre aux demandes spécifiques des groupes membres.

Pour favoriser la participation des groupes membres, plusieurs autres mesures sont prévues. Par exemple, les dépenses encourues pour les déplacements des membres ainsi que leur frais de séjour sont pris en charge par le RGPAQ. De plus, le RGPAQ essaie de varier le lieu des rencontres afin de favoriser la participation du plus grand nombre de groupes possible à travers les régions. Des rencontres ont lieu sur une base régionale pour faciliter la participation.

On essaie aussi de faire en sorte qu'il y ait une ambiance favorable à l'échange, à l'expression des différents points de vue. La dernière assemblée annuelle s'est tenue dans une base de plein air, ce qui a permis des échanges plus personnels lors des soirées et un climat plus «relax» pour l'ensemble des discussions.

Lors de la dernière assemblée générale, les membres du comité de coordination étaient arrivés à la conclusion qu'il y avait souvent un climat d'intolérance face à l'expression de points de vue différents, ou face à l'inexpérience de certains. Un sketch a donc été organisé sur le sujet sous la forme d'un événement théâtral sans avertissement. Les personnes présentes à l'assemblée ont «embarqué» dans le jeu sans s'en rendre compte : le but fixé était atteint et la qualité des discussions a été grandement améliorée tout au long de la rencontre.

La place de l'information est essentielle lorsqu'on parle de démocratie. Au Regroupement, plusieurs moyens permettent de faire circuler l'information. Depuis les débuts du RGPAQ il y a presque toujours eu un bulletin mensuel. Actuellement, il prend la forme d'un bulletin d'information, «Le Scoop». Une quantité incroyable d'informations s'accumule au bureau du RGPAQ, et il est important que les membres aient accès à cette information, qu'il s'agisse de décisions prises par le comité de coordination, de dates à faire connaître, de renseignements sur les subventions, sur un colloque, de nouvelles que les membres nous font parvenir, de quelques éléments de réflexion, etc.

Depuis l'année dernière, le RGPAQ a repris la publication d'un journal pour les participantes et participants des groupes, «mon Journal» est

devenu un organe d'information et d'expression permettant de rejoindre directement ces personnes. Un comité formé de participantes et participants voit à la réalisation des différentes étapes de publication, invite des personnes participantes des groupes à écrire des articles et rédige l'éditorial.

Le Regroupement mène aussi à l'occasion des sondages pour prendre le pouls de ses membres; des chaînes téléphoniques sont mises en branle pour de l'information urgente à communiquer. Les conférences téléphoniques permettent aussi parfois la consultation des membres d'un comité. Avec l'installation d'une ligne sans frais, les groupes plus éloignés du siège social ont maintenant accès gratuitement au bureau du RGPAQ.

Parfois, le Regroupement fait face à des conflits : un groupe est en désaccord avec une position, une décision ou avec l'application d'une décision. Des discussions sont organisées afin de favoriser un échange des points de vue. Des rencontres sont aussi organisées, pour entendre les récriminations et proposer des solutions.

Comment juger de la pratique de la démocratie au sein de ces différentes structures? Cela m'apparaît certes un peu complexe. Cependant, une chose demeure certaine : les groupes se sont donné collectivement la possibilité de prendre des décisions et les structures mises en place se modifient à l'occasion

pour mieux répondre aux besoins des groupes. D'autre part, la présence en grand nombre des groupes lors des assemblées générales nous permet de croire que les membres estiment qu'ils ont leur place et leur mot à dire, qu'ils peuvent influencer les débats et les décisions qui sont prises. De plus, la participation, sous différentes formes, de la majorité des groupes permet encore une fois de penser que les membres se sentent partie prenante du mouvement.

La vie associative sous l'angle de la sociabilité et de la solidarité

Nous entendons par sociabilité l'aptitude à vivre intensément les relations sociales entre groupes. Outre l'assemblée générale, qui constitue le moment privilégié où les groupes se rencontrent, plusieurs occasions existent au sein du Regroupement pour se voir, se parler, échanger. Le secteur de la formation organise plusieurs activités d'échanges, de perfectionnement, de formation sur des sujets divers. Qu'ils se fassent sur une base régionale ou rassemblent l'ensemble des groupes, ces moments sont des occasions idéales pour rencontrer d'autres animatrices et parler de nos pratiques, discuter des problèmes qu'on rencontre et échanger des moyens que l'on essaiera de mettre en pratique de retour dans nos groupes. Plusieurs groupes ont développé des relations sur une échelle régionale, sur la base

de similitudes en termes de fonctionnement et d'approches. Certains entretiennent des relations parce que les participantes et participants présentent des caractéristiques semblables. Ces rapports se traduisent par des échanges de matériel, des préparations communes d'ateliers sur des thèmes plus élaborés, des échanges d'informations, des visites, l'organisation de rencontres entre participantes et participants aux ateliers...

Par contre, chaque groupe a sa vie propre et il arrive que des activités prévues par le groupe entrent en conflit avec celles du RGPAQ ou font obstacle à la participation à une activité d'un autre groupe. Les groupes se donnent aussi des priorités et il peut arriver que celles-ci l'obligent à reléguer sa participation au Regroupement au second plan.

À ce chapitre, il faut signaler que certains groupes restent encore isolés, surtout ceux qui sont situés en régions éloignées. Les nouveaux groupes qui joignent les rangs du Regroupement connaissent aussi quelques difficultés. Pour faire face à cette situation, on a envisagé des pistes de solutions, comme par exemple le parrainage entre groupes.

Un autre élément important dans la vie associative demeure le sens de la solidarité. Les membres du Regroupement reconnaissent-ils la mutualité de leurs intérêts et se portent-ils spontanément assistance? Le sens de solidarité aurait pu se

manifestent dans un dossier comme celui du rattrapage scolaire où les régions touchées ont à tour de rôle cherché seules une solution. Par contre, la solidarité est présente au sein du RGPAQ. Un exemple récent en témoigne : la répartition des budgets à la suite de l'augmentation des subventions PSAPA fut un intense moment de solidarité. Les régions qui ne bénéficiaient pas de l'augmentation ont donné leur appui à l'organisation des actions de pression. À l'intérieur des régions, certains groupes ont préféré que l'augmentation aille aux groupes dont la subvention était plus basse. Quel geste de solidarité quand on sait qu'aucun groupe n'a atteint le seuil de financement qu'il visait!

Sous l'angle de la cohésion idéologique

Malgré l'existence de divergences de vue sur les stratégies à adopter, les groupes membres ont toujours su garder une cohésion idéologique. C'est cette cohésion qui permet aux membres du Regroupement de déterminer dans quelle mesure les objectifs et la stratégie du RGPAQ sont conformes à leurs propres idées et conceptions.

Au cours des ans, le RGPAQ s'est doté d'orientations et d'une définition de l'alphabétisation populaire autonome. Le tout figure dans la «Déclaration de principes» qui sert de plate-forme idéologique au mouvement. La recherche de cohésion idéologique est parfois passée par des

moments douloureux, comme une révision du «membership». Au cours de la lutte pour l'augmentation du financement entamée en 1992, la détermination de la stratégie de lutte a aussi témoigné de la recherche de cette cohésion idéologique, dans ce cas par l'adoption d'un cadre général de financement.

Sous l'angle des liens avec le mouvement populaire

Le RGPAQ s'associe avec différents partenaires pour faire avancer différents dossiers. Le RGPAQ fait aussi partie de coalitions plus larges qui lui permettent de donner son point de vue et de se tenir au courant de certains sujets d'actualité. Le RGPAQ donne également son appui à certains groupes ou mouvements qui le sollicitent, en particulier lorsqu'il s'agit de questions qui touchent soit à l'éducation des adultes, soit aux conditions de vie des personnes analphabètes.

Conclusion

Le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation s'impose de plus en plus comme le seul mouvement organisé en alphabétisation populaire autonome au Québec. Ses multiples interventions, ses différentes prises de position, témoignent de sa vitalité.

Ses membres continuent d'investir temps et énergies pour que la question de l'analphabétisme figure parmi les priorités au Québec. Ils ont su au cours des

années faire vivre avec beaucoup de dynamisme les différents lieux et structures démocratiques mis en place. Ils entretiennent des relations sociales entre eux, et développent des liens de solidarité face aux difficultés qu'ils rencontrent.

De multiples défis se posent aujourd'hui en alphabétisation, notamment la réduction des budgets, l'exclusion, la régionalisation... Le rôle du RGPAQ garde toute sa pertinence pour ce qui est d'influencer les débats dans le sens de ses objectifs.

Bibliographie

Comeau, Y (1995), *Vie quotidienne et participation aux associations communautaires*, *Nouvelles Pratiques sociales*, vol 8, no 1.

Bouchard, C, Labrie, V, André, N (1996), *Chacun sa part, rapport des trois membres externes de Réforme de la Sécurité du revenu*.

Léger-Léger/RGPAQ (1995), *Perceptions de la population québécoise à l'égard de l'analphabétisme au Québec*, Août 1995.

Mayer R, Panet-Raymond, (1991), *L'action communautaire de défense des droits sociaux*, in *Théorie et pratiques en organisation communautaire*, sous la direction de Laval Doucet et Louis Favreau.

Québec (1995) *États généraux sur l'Éducation : exposé de la situation*.

1. Des assemblées générales se tiennent souvent entre les assemblées annuelles sur des sujets précis ou lorsque la conjoncture exige une consultation et un échange avec les membres.

Les jeunes

Marcelle Dubé, coordonnatrice du Regroupement des maisons de jeunes du Québec
Propos recueillis par Liliane Rajaonina

aussi



PHOTO : Pierre Bacon

«Ils ne s'intéressent à rien», «ils ne veulent rien faire» : nous connaissons tous ce type de stéréotypes et de préjugés sur les jeunes. Pourtant, il est des lieux où les jeunes peuvent prendre la parole, décider, s'organiser, des lieux qu'ils et elles considèrent comme leur deuxième maison pour y avoir développé un sentiment d'appartenance.



Le Regroupement des maisons des jeunes du Québec (RMJQ) existe depuis maintenant 15 ans et regroupe actuellement 75 maisons au Québec. Il a pour objectifs de promouvoir le concept «maison de jeunes», défendre l'autonomie et l'action des maisons de jeunes du Québec, promouvoir et défendre les droits et le respect des jeunes, défendre la suivie des maisons de jeunes, favoriser l'implantation de maisons de jeunes là où le besoin s'en fait sentir, être un lieu d'échanges et de rencontres entre les maisons de jeunes.

La vie associative figure parmi les six axes de travail des maisons de jeunes:

«Chaque maison repose sur un triangle interactif formé des jeunes, de l'équipe d'animation et du conseil d'administration. En plus de l'action que cette corporation à but non lucratif entreprend dans sa communauté, chaque maison tient un rôle actif et décisionnel dans l'assemblée régionale et nationale. Véritable pierre d'assise du Regroupement des maisons de jeunes du Québec, la participation des jeunes et des adultes des maisons de jeunes favorise l'apprentissage de la vie démocratique¹.»

Quels sont les objectifs des maisons de jeunes?

Les maisons de jeunes reconnues par l'ensemble des maisons membres du RMJQ sont définies ainsi :

«Les maisons de jeunes sont des associations de jeunes et d'adultes qui se sont donnés la "mission", sur une base volontaire, dans leur communauté, de tenir un lieu de rencontre animé où les jeunes de 12 à 18 ans, au contact d'adultes significatifs, pourront devenir des citoyens et des citoyennes, actifs et responsables.²»

On n'arrête pas de dire que les jeunes dans la société ne «foutent» rien! Mais quand on leur donne la chance et l'occasion d'avoir un espace où il peut se passer quelque chose, ce n'est pas vrai qu'ils ne «foutent» rien! Nous, on fait le pari de ça, et ça fait 15 ans qu'on y réussit! Donc, c'est un lieu aussi où on porte un projet de société. Lorsqu'on dit que c'est un lieu d'apprentissage de la démocratie, cela ne veut pas dire qu'on est en train de porter une plate-forme politique. Mais on est un lieu politique parce qu'on vise à l'égalité des rapports, à une société non violente, à questionner les jeunes sur les rapports entre les sexes, à une société où l'environnement

doit être respecté, au respect des autres, au respect de soi, au respect de l'espace : ce sont les trois ou quatre grands éléments importants qu'on projette à travers le projet maison de jeunes.

Vous avez dit tout à l'heure : les jeunes de 12 à 18 ans. Ya-t-il d'autres critères d'admission?

Les maisons de jeunes sont libres d'accès à qui veut y aller. Il n'y a pas de clivage. Il y a des filles et des garçons, des jeunes qui fonctionnent bien dans la société, d'autres qui ont des difficultés, des jeunes de différentes nationalités, de différentes cultures. Et surtout, ce sont des jeunes qui viennent là parce qu'ils le veulent, ils ne sont pas forcés.

Lorsqu'un jeune arrive, comment s'effectue le processus d'intégration et de participation, quels sont les mécanismes que vous avez mis en place pour les favoriser?

Il y en a quatre :

LE COMITÉ D'ACCUEIL

Tout d'abord, l'accueil est très important. Le comité d'accueil, qui est une structure informelle, est composé des jeunes et des animatrices et animateurs.

L'accueil se fait tous les jours : même le seul fait de dire bonjour est important, car il y a des places, comme à l'école, où on ne prend pas la peine de se saluer.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Une maison de jeunes, comme je l'ai dit plus tôt, est une association entre jeunes et adultes. Ce qui forme le projet maison de jeunes, c'est ce que nous appelons le «triangle infernal» : les jeunes, l'équipe d'animation et le C.A. Le C.A. est formé de gens de la communauté, du quartier ou de la municipalité, de parents de jeunes qui fréquentent la maison et de jeunes.

Nous tenons à ce que les jeunes s'impliquent au C.A. On l'a toujours inscrit dans la Charte et les règlements généraux, et les maisons membres ont favorisé cette pratique, car il y a un apprentissage qui se fait là. Et nous nous sommes battu pour ça, car les mineurs ne pouvaient pas siéger sur un C.A. Avec le nouveau Code civil en vigueur au Québec, c'est maintenant possible pour un mineur de siéger sur le C.A. d'un organisme qui l'intéresse ou le concerne. Nous avons mené cette bataille depuis des années, nous l'avons gagnée et nous sommes fiers de ça!

LE CONSEIL DES JEUNES

Dans chaque maison, il y a une structure décisionnelle, qui appartient aux jeunes et qui est animée par des adultes : c'est le conseil des jeunes (ou le comité ou l'assemblée, le nom peut varier selon les maisons). Souvent les jeunes ont une idée, mais ne savent pas s'organiser et

l'adulte doit leur donner une piste ou deux. C'est par ce conseil que va transiter ce qui va aller au C.A.

À l'échelle de la maison, le conseil a pour objectif l'apprentissage de la démocratie. Dans la société, les jeunes (les adultes aussi d'ailleurs) ont souvent l'impression que tout est déjà organisé. Ils ont l'habitude d'arriver quelque part et que tout soit déjà «paqueté», emballé, puis tu te fais animer, tu te fais organiser, puis tu te mets à critiquer parce que tu n'es pas content. Nous on dit : «Tu veux faire de quoi? Nous on va te donner les moyens, mais ce "quoi"-là, c'est toi qui va le choisir!» Les jeunes apprennent à s'organiser en groupe, à négocier, à choisir, à faire un calendrier, à respecter les différences, les minorités, les majorités. Il y a des jeunes qui ont pu organiser un voyage d'échanges en Europe, qui y ont travaillé pendant un an, et ça ne leur a rien coûté.

Certaines régions ont aussi un conseil régional, qui organise des rencontres autour de projets ou d'activités précis. C'est une façon de faire l'apprentissage de la vie démocratique sur une base plus large que leur maison.

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

Et puis, au niveau national, les jeunes font partie de la délégation pour l'assemblée générale annuelle du RMJQ. Parmi les trois délégués qui ont droit de vote, deux doivent être des jeunes. Toute l'implication qui se fait au niveau de la maison tend vers l'implication au niveau régional et national. Il y a tout un travail

qui se fait pour cela, on a bâti des outils³ pour qu'ils apprennent à mieux prendre leur place, à mieux placer leurs mots.

Avant de venir à l'A.G.A., chaque région se prépare dans le cadre d'une «mini A.G.A.», qui est une espèce de mise en scène sur les thèmes des ateliers et un apprentissage du déroulement formel d'une assemblée et des codes de procédure.

Au niveau de la maison de jeunes, pouvez-vous illustrer l'apprentissage de la démocratie dans le cadre d'une activité de tous les jours?

Il y a des jeunes qui fréquentent la maison depuis un ou deux ans. Ce sont ceux-là qui deviennent les transmetteurs du «comment faire» aux nouveaux. Il y a, par exemple, toutes les questions autour de la cigarette. Un nouveau peut ne pas être d'accord avec le fait qu'il y ait un espace où il est interdit de fumer. Il peut remettre ça sur la table, en l'amenant au conseil des jeunes, en questionnant la pertinence de l'interdiction. Ceux qui défendent ça peuvent s'expliquer, ceux qui sont contre aussi. Il s'agit de trouver un modus vivendi. C'est possible dans une maison de jeunes, alors qu'à l'école, par exemple, on interdit le port de la casquette, mais on ne dit pas pourquoi, on ne peut pas défendre son point de vue, alors que, selon les jeunes, porter la casquette, en principe, ça ne jouera pas sur les résultats scolaires. Dans une maison de jeunes, le droit à l'expression est possible dans la vie de tous les jours. En fait «animer», c'est

mettre de l'âme. On essaye de mettre de l'âme, et que cette âme-là soit effectivement colorée de notre idée de la démocratie et du respect des différences et on cherche à ce que cela se fasse sur le temps libre des jeunes.

On a vu comment les jeunes s'expriment et prennent leur place au niveau des maisons, dans les structures régionales et nationale. Est-ce qu'ils interviennent aussi sur la «place publique» sur des questions qui les concernent? Pour prendre un exemple actuel, dans le cadre des États généraux sur l'Éducation?

Cela fait plusieurs années qu'on a à coeur tout ce qui se passe dans l'école, parce que les jeunes nous en parlent de façon quotidienne et s'en plaignent à l'occasion. Dans cet esprit-là, le RMJQ a organisé en octobre 1993, en collaboration avec la Centrale de l'enseignement du Québec, le colloque sur les jeunes et l'école «Et si le tableau n'était plus noir», pour faire le point sur ce qui ne va pas, et voir ce qu'on doit améliorer. On a voulu que les jeunes soient partie prenante. On a bâti le colloque autour des thèmes qui les intéressaient, ils ont parlé des changements qu'ils voulaient, ils ont proposé des solutions. Pour les États généraux sur l'Éducation, ils ont demandé au Regroupement de les représenter, à partir des thèmes sur lesquels ils ont réfléchi.

Les jeunes apprennent à prendre leur place aux différents niveaux de structures du Regroupement.



PHOTO : Pierre Bacon

«La maison des jeunes m'apporte le sens des responsabilités et de l'autonomie. J'y apprends à vivre en groupe et à accepter les différences de chacun. C'est un endroit où tu peux facilement te confier et te sentir en sécurité. La maison des jeunes est un endroit où personne n'est jugé. Ça nous développe.» Marie-Ève, La Traversée 12-18 ans Inc., St-Ferdinand.

«Pour moi, la MDJ est une seconde maison et ceux qui la fréquentent sont une grande famille. C'est un lieu où l'on peut s'exprimer et développer des aptitudes au maximum. Cette maison m'a permis de me prendre en main. J'y ai découvert l'écoute et l'appui dont j'avais besoin. Elle m'a aidé à faire ma place à travers la société et c'est à mon tour d'aider les autres à s'intégrer. C'est un lieu tellement chaleureux, le seul endroit où les jeunes se sentent à l'aise.»

Caroline, *Maison des jeunes de Val d'Or.*

Quel impact a cette implication sur leur comportement à la maison de jeunes, à l'école, chez eux, dans la société en général?

Ce que les maisons de jeunes leur ont apporté, entre autres apprentissages, c'est l'autonomie, le sens des responsabilités, la valorisation de soi, des aptitudes sociales, des valeurs acceptables. Plus de 1000 jeunes l'ont écrit au Premier ministre et au ministre de la Santé et des Services sociaux⁴.

Les parents disent que la communication avec leur jeune est plus facile, qu'il y a un pont qui s'établit avec ceux qui avaient perdu le contact. Les rapports avec les gens de la communauté, lorsque les jeunes vont chercher de la commande pour leurs activités, par exemple, ont aussi permis de corriger les préjugés.

Et au niveau de votre manière de travailler, qu'implique le fait de donner leur place aux jeunes?

Cela nous amène à nous poser des questions. C'est déboussolant! Les jeunes vont t'emmener sur des terrains dont tu n'aurais pas idée! Mais il faut accepter d'être «déséquilibré», de se remettre en question. Quand tu donnes la parole, il faut accepter le risque de cette parole. Mais en même temps, c'est comme ça qu'on peut comprendre les malaises, les questions. La parole est un outil incroyable!

Lorsqu'on donne la parole, est-ce que cela peut générer des problèmes, est-ce qu'il n'y a pas un risque de dérive, comme par exemple : «Maintenant je peux tout faire»?

C'est sûr! Mais ça fait partie de la «game». Dans ce cas, les jeunes eux-mêmes s'interpellent entre eux. C'est un apprentissage intéressant, ce n'est pas toujours les adultes qui interpellent les jeunes. Dans le document qu'on a élaboré sur les pratiques⁵, nous identifions les pièges qui sont liés à l'exercice du pouvoir. Le risque, c'est que quelqu'un «tire trop sur la couverture». Mais l'important, c'est de savoir que ça peut arriver. Et on peut s'expliquer.

En conclusion?

Même si cela fait 15 ans que ce projet-là existe, ça reste quelque chose de novateur, parce que ce n'est pas quelque chose de simple à faire, ça prend du temps. Ce serait dommage de perdre l'expertise qu'on a maintenant, parce qu'on n'investit pas suffisamment d'argent pour que ça continue. Les origines de ce projet, de la vie associative, de la vie démocratique, on est allé les chercher en Belgique et en France, deux pays avec lesquels nous avons beaucoup d'échanges. Quand ils viennent ici, ils n'en reviennent pas de la qualité de l'implication de nos jeunes, ils ne la vivent plus chez eux. Ils sont sidérés de comprendre que c'est eux qui ont eu cette idée-là et qu'ils n'ont pas continué

à la cultiver. C'est quelque chose d'important, de riche, mais de périlleux aussi parce qu'il faut constamment s'impliquer pour que l'idée continue. On peut facilement démissionner mais moi, je pense que ça vaut le coup de continuer!

1. Regroupement des maisons de jeunes du Québec. Pour amener les jeunes à devenir des citoyennes et citoyens critiques, actifs et responsables, p.4.

2. Regroupement des maisons de jeunes du Québec. Le cadre de référence sur les pratiques en maison de jeunes, novembre 1988, p.23.

3. Regroupement des maisons de jeunes du Québec:

1- Placer son mot. Assemblée générale, janvier 1993, 31 pages.

2- Le gros-doc! Pour préparer les jeunes ainsi que les animateurs-animateuses à prendre leur place à l'Assemblée générale annuelle du RMJQ, 9 pages.

3- Le p'tit-doc! Pour prendre ta place à l'Assemblée générale annuelle du RMJQ, mai 1995, 11 pages.

4- Les élections à la maison de jeunes. Document visant à organiser des activités liées à des élections et à sensibiliser les jeunes à l'exercice démocratique, 14 pages.

4. Regroupement des maisons de jeunes du Québec. Recueil de lettres des jeunes, avril 1995.

5. Regroupement des maisons de jeunes du Québec. Le cadre de référence sur les pratiques en maison de jeunes, novembre 1988, 66 pages.

